

5 K - Conseil de préfecture de la Vendée (an VIII-1924)

par L. Halbmeyer, S. Choyeau ; sous la direction de Françoise Baudat

Archives départementales de la Vendée La Roche-sur-Yon 2018

Date de création : vendredi 19 janvier 2018

Présentation du fondAuteurs

par L. Halbmeyer, S. Choyeau ; sou
de Françoise Baudat
FONDS D' ARCHIVES

Description

Cotes extrêmes	5 K 1-159
Importance matérielle (ml)	9,00 ml
Modalités d'entrées	Versement
Dates extrêmes	an VIII-1924
Année de publication	2018

- **Origine :**

Conseil de préfecture

- **Notice/biographie :**

Le conseil de préfecture créé par la loi du 28 pluviôse an VIII, siège au chef-lieu du département. Juridiction administrative, il statue sur les contentieux entre l'administration et les administrés, exerce une tutelle administrative et peut également avoir un rôle consultatif auprès du préfet. Les contentieux portent principalement sur les contributions directes et indirectes, les opérations électorales (élections politiques, listes du jury), les contraventions en matière de grande voirie, de police de roulage, et enfin sur les litiges opposant les particuliers à l'Etat ou aux organismes de droit public à propos de cessions ou d'échanges de terrains ou d'installations d'établissements insalubres. Le conseil de préfecture est également chargé de l'approbation des comptes de gestion des communes, des établissements de bienfaisance, hospices et des syndicats de marais. Il accorde en outre l'autorisation de plaider aux organismes de droit public. Il procède par arrêtés, décisions qui peuvent faire l'objet d'appel devant le Conseil d'Etat. Il est présidé par le préfet assisté de deux conseillers, d'un commissaire du gouvernement et d'un secrétaire-greffier. La réglementation évolue au cours de la première moitié du XIXe siècle ; les textes législatifs de 1862, 1865 puis 1889 précisent enfin clairement la procédure devant cette instance.

Les conseils de préfecture sont remplacés par les conseils interdépartementaux de préfecture par décrets-lois des 6 et 26 septembre 1926. Ces derniers disparaissent par décret du 30 septembre 1953 au profit des tribunaux administratifs.

- **Contenu ou introduction :**

Le fonds est constitué de deux ensembles. Le premier comprend plusieurs séries de registres correspondant aux différentes attributions du conseil de préfecture. Le lecteur pourra se référer aux nombreux registres d'ordre qui introduisent les registres d'arrêtés, se substituant parfois même à eux tant les lacunes sont importantes. Le second est composé des dossiers des

procédures instruites par cette juridiction. La plupart d'entre eux contiennent les correspondances échangées entre les pétitionnaires et l'administration, les motifs de la requête ainsi que les pièces justificatives (rapports d'experts et d'architectes, mémoires d'avoués ou avocats, plans, devis...). On a pris soin de noter le nom et le lieu de résidence du pétitionnaire, sa profession et l'objet du litige. Classés par ordre chronologique plutôt que par type d'affaire, les dossiers sont malheureusement extrêmement lacunaires pour la première moitié du XIXe siècle. Les contentieux traités par le conseil de préfecture touchent de nombreux domaines (biens domaniaux, contributions directes et indirectes, élections, gestion des organismes de droit public, voies de communication, travaux publics) et intéressent l'ensemble du département. Les tables par nom de pétitionnaires et par nom de communes sont nombreuses et facilitent la recherche. Nombre d'entrepreneurs, en litige avec une commune après avoir effectué des travaux, sont également cités. La consultation de la sous-série 5 K apporte ainsi d'intéressants compléments d'informations sur la vie économique, sociale et même politique de la Vendée du XIXe et du tout début XXe.

- **Mots-clés :**

- **Typologie documentaire**

Acte officiel

- **Contexte historique**

19e siècle

1er quart 20e siècle

- **Lieu(x)**

Vendée

- **Matière(s)**

Contentieux administratif

- **Communicabilité :**

Libre accès.

- **Modalités de reproduction :**

Reproduction numérique sur demande

- **Sources complémentaires :**

- **Aux Archives de la Vendée**

M - Administration générale et économie (et notamment sous-série 2 M, nominations et dossiers individuels des conseillers de préfecture et sous-série 5 M, établissements classés)

N - Administration et comptabilité départementales

2 O et 3 O - Comptabilité communale et service vicinal

3 P - Cadastre

1 Q et 3 Q - Biens nationaux et Domaine

S - Ponts et chaussées

U - Justice (jury)

1 X et 2 X - Administration hospitalière et bureaux de bienfaisance

- **En dehors des Archives de la Vendée**

Voir les Archives départementales de Loire-Atlantique (conseil de préfecture interdépartemental) pour le contentieux administratif concernant la Vendée postérieur à 1926.

- 5 K 1-29. Matières diverses, an VIII-1869

- Registres d'ordre des pétitions de l'administration

Présentation Du Contenu :

Enregistrement chronologique des pétitions de l'administration (communes, ministères, sous-préfets, receveurs, percepteurs, juges de paix, conseillers d'Etat, fabriques, hospices) avec nom du pétitionnaire et commune de résidence, date des décisions et décisions ou arrêtés pris par le conseil de préfecture.

- **5 K 1** - 16 février-18 octobre 1811. (Répertoire alphabétique). (Cf. 5 K 14).
- **5 K 5** - Domaines : 12 messidor an XII-22 février 1816.(Cf. 5 K 35). an XII-1816

Présentation Du Contenu :

Biens gérés par les Domaines (biens d'émigrés, en déshérence, biens domaniaux ou d'églises...).

Contexte Historique : 1er quart 19e siècle

Lieu(x) : Vendée

Matière : Émigré / Domaines / Bien national

- Registres d'ordre des pétitions des communes et particuliers

- **5 K 2** - Mars 1812-juillet 1817.(Cf. 5 K 14-16). 1812-1817
- **5 K 3** - 1er juin 1853-1860. (Répertoire alphabétique). (Cf. 5 K 23).

- Registres d'ordre des pétitions de particuliers

- **5 K 6** - Contributions foncières : 27 vendémiaire an XI-17 avril 1810. (Table alphabétique).(Cf. 5 K 13). an XII-1810

Présentation Du Contenu :

Enregistrement chronologique des réclamations au sujet de contributions foncières avec leur nom et commune de résidence, objet de la demande, date des renvois en communication au sous-préfet ou au directeur des contributions, date de retour, et date d'envoi définitif des décisions et arrêtés.

- **5 K 7** - Taxes somptuaires ou contributions mobilières : 5 vendémiaire an XI-1er avril 1817. (Table alphabétique).(Cf. 5 K 13-15). an XII-1817

Présentation Du Contenu :

Enregistrement chronologique des réclamations concernant les taxes somptuaires (taxe sur les domestiques, chevaux et voitures) ou les contributions mobilières (taxe sur la valeur locative des locaux d'habitation)

- **5 K 8** - Contributions. an XI-1825

Présentation Du Contenu :

Enregistrement chronologique des réclamations au sujet de contributions foncières avec leur nom et commune de résidence, objet de la demande, date des renvois en

communication au sous-préfet ou au directeur des contributions, date de retour, et date d'envoi définitif des décisions et arrêtés :

- Portes et fenêtres : 3 brumaire an XI-9 juin 1825. (Table alphabétique). (Cf. 5 K 12-18).
- Cotes irrécouvrables signalées par les percepteurs : 1er décembre 1815-6 mars 1817. (Table alphabétique). (Cf. 5 K 15-16).
- Demandes d'indemnités pour pertes subies : 11 nivôse an XI-12 germinal an XII. (Cf. 5 K 12-13).
- Enregistrement des pertes subies par les particuliers : 28 frimaire an XII-20 frimaire an XIII. (Table alphabétique) (Cf. 5 K 13).

- **5 K 9** - Contributions des patentes : 18 juillet 1808-20 mars 1821. (Table alphabétique).(Cf. 5 K 14-17). 1808-1821

Présentation Du Contenu :

Enregistrement chronologique des réclamations au sujet de contributions de patentes avec leur nom et commune de résidence, objet de la demande, date des renvois en communication au sous-préfet ou au directeur des contributions, date de retour, et date d'envoi définitif des décisions et arrêtés.

- Registre d'ordre avec affectation pour instruction

Présentation Du Contenu :

Enregistrement chronologique des réclamations émanant des communes, fabriques ou particuliers avec date du renvoi pour instruction devant l'autorité compétente (sous-préfet, conseil de préfecture, recteur ou inspecteur d'académie, directeur des contributions directes), et les observations.

- **5 K 4** - 1842-1858. (Cf. 5 K 26).

- Arrêtés

Présentation Du Contenu :

Les arrêtés concernent les pétitions émanant principalement de particuliers, de communes, percepteurs de communes, hospices, bureaux de bienfaisance, fabriques, administrations.

- **5 K 10** - 29 prairial an VIII-16 thermidor an IX. (Table alphabétique). an VIII-an IX
- **5 K 11** - 22 thermidor an IX-20 prairial an X. (Répertoire alphabétique). an IX-an X
- **5 K 12** - 21 prairial an X-28 prairial an XI. (Répertoire alphabétique). an X-an XI
- **5 K 13** - 2 messidor an XI-7 septembre 1807. an XI-1807
- **5 K 14** - 9 septembre 1807-22 août 1812. (Répertoire alphabétique) 1807-1812
- **5 K 15** - 3 septembre 1812-2 septembre 1816. (Répertoire alphabétique). 1812-1816
- **5 K 16** - 6 septembre 1816-6 juillet 1819. (Table alphabétique) 1816-1819
- **5 K 17** - 7 août 1819-27 juillet 1824. (Table alphabétique). 1819-1824

- **5 K 18** - 31 juillet 1824-19 décembre 1826. (Table alphabétique). 1824-1826
- **5 K 19** - 18 janvier 1827-15 mars 1832. (Table alphabétique). 1827-1832
- **5 K 20** - 16 mars 1832-10 décembre 1836. (Table alphabétique). 1832-1836
- **5 K 21** - 10 décembre 1836-10 août 1839. (Table alphabétique). 1836-1839
- **5 K 22** - 10 août 1839-10 avril 1852. (Répertoire alphabétique) 1839-1852

Présentation Du Contenu :

Arrêtés portant principalement sur les contraventions liées à la police de roulage et de grande voirie, l'extraction de matériaux, le dessèchement de marais ou demandes d'indemnités.

- **5 K 23** - 20 mai 1852-3 août 1869. (Table chronologique). 1852-1869

Présentation Du Contenu :

Arrêtés concernant les différends avec les communes (entrepreneurs, travaux sur chemins vicinaux, marais, voiries, approbation de la gestion de sociétés de marais)

- **5 K 28** - 6 janvier 1854-17 février 1865. (Table alphabétique incomplète). 1854-1865

Présentation Du Contenu :

Arrêtés portant sur les autorisations de poursuites judiciaires entre communes et particuliers, sur les concessions de terrains, les remboursements d'emprunts ou les rentes, le recrutement et tirage au sort, les fabriques contre les entrepreneurs, les bureaux de bienfaisance et hospices, les élections municipales ou opérations électorales, les legs, la gestion de l'école normale.

- **5 K 24** - 9 octobre 1830-28 décembre 1833. (Table alphabétique) 1830-1833

Présentation Du Contenu :

Concerne les autorisations de plaider, les contributions, les patentes.

- **5 K 29** - 29 juin 1833-1er juill. 1864. (Répertoire alphabétique incomplet). 1833-1864

Présentation Du Contenu :

Concerne les cotes irrécouvrables, les patentes, les portes et fenêtres, les contributions foncières, personnelles, mobilières ou directes.

- Arrêtés autorisant les communes de plaider

Présentation Du Contenu :

Autorisation accordée aux communes, hospices et fabriques de plaider. Elle permet au contribuable d'une commune de se substituer à sa collectivité défaillante pour engager, en son nom et pour son compte, une action devant les juridictions judiciaires ou administratives, qu'il estime nécessaire à la défense des intérêts de la commune.

- **5 K 25** - 30 décembre 1833-6 janvier 1838. (Table alphabétique des communes). 10 octobre 1835-15 juillet 1837. Comptes des receveurs d'hospices et de bureaux de

bienfaisance pour leur gestion de 1834 à 1836. 1833-1838

- **5 K 26** - 17 février 1838-1er septembre 1850. (Répertoire alphabétique des communes).29 juillet 1837-1er octobre 1838. Comptes des receveurs d'hospices et de bureaux de bienfaisance pour leur gestion de 1836-1837 (pour les comptes postérieurs, cf. 5 K 107-112, et 5 K 97-106). 1838-1850
- **5 K 27** - 12 octobre 1850-17 décembre 1853. (Table alphabétique de communes). 1850-1853

- 5 K 30-34. Affaires contentieuses et non contentieuses, 1866-1902

- Registre d'ordre

Présentation Du Contenu :

Enregistrement chronologique des affaires contentieuses remises au greffe, contenant le nom des parties, le sommaire de l'affaire, les instructions, les dates d'arrêtés provisoires, contradictoires ou par défaut, les dates du pourvoi ou décret définitif.

- **5 K 30** - 11 janvier 1866-6 janvier 1876.(Cf. 5 K 31-32). 1866-1876

- Arrêtés

- **5 K 31** - 11 janvier 1866-23 décembre 1870. (Table alphabétique des pétitionnaires). 1866-1870

- **5 K 32** - 10 janvier 1871-24 décembre 1879. (Table alphabétique des pétitionnaires pour 1871) (Cf. dossiers de contentieux 5 K 145). 1871-1879

- **5 K 33** - 1er janvier 1880-19 décembre 1887.(Cf. dossiers de contentieux 5 K 145). 1880-1887

- **5 K 34** - 10 janvier 1888-6 septembre 1902. (Cf. dossiers de contentieux 5 K 145). 1888-1902

- 5 K 35. Arrêtés relatifs aux domaines nationaux, an X-1813

Contexte Historique :1er quart 19e siècle

Lieu(x) :Vendée

Matière :Émigré / Bien national / Domaines

- **5 K 35** - 3 messidor an X-6 février 1813. (Répertoire alphabétique des pétitionnaires) (Complète le 5 K 5). an X-1813

- 5 K 36-37. Arrêtés relatifs aux indemnités des émigrés, 1825-1832

Contexte Historique :2e quart 19e siècle

Lieu(x) :Vendée

Matière :Émigré / Liste de noms

- **5 K 36** - 9 août 1825-9 août 1826. (Table alphabétique). 1825-1826

- **5 K 37** - 11 août 1826-28 août 1832. (Table alphabétique). 1826-1832

- 5 K 38-43. Arrêtés relatifs aux élections et au jury, 1827-1864

Présentation Du Contenu :

Concerne principalement les élections municipales, cantonales, les opérations électorales, la restitution d'armes.

- Validation et annulation d'élections

- **5 K 38** - 9 janvier 1836-9 décembre 1864. (Table alphabétique). 1836-1864

- Révision des listes électorales et de jury du département

Présentation Du Contenu :

Registres des décisions du préfet et du conseil de préfecture. Liste nominative des inscrits, leur profession et domicile politique, les motifs et décisions du préfet à leur encontre.

- **5 K 39** - 18 septembre-20 septembre 1827.

Présentation Du Contenu :

Registre d'inscription des réclamations relatives à la formation du jury.

(Cf. 5 K 114).

- **5 K 40** - 14 octobre 1828-18 mai 1831. (Table chronologique). 1828-1831

- **5 K 41** - 1er août 1835-14 septembre 1843. 1835-1843

- **5 K 42** - 18 septembre 1843-30 septembre 1847. 1843-1847

- Rejets de réclamations concernant les listes de jury

- **5 K 43** - 8 novembre 1848-11 octobre 1851. 1848-1851

- 5 K 44-113. Comptes de gestion des communes, des établissements de bienfaisance et des syndicats de marais, 1824-1892

- Registres d'ordre des arrêtés sur les comptes des communes

Présentation Du Contenu :

(N° d'arrêtés, noms des communes, du receveur ou rendant compte, dates de la présentation du compte, de la délibération du conseil municipal, de celle d'arrivée en préfecture et de remise en conseil de préfecture, dates d'arrêts intervenus et de notifications, reliquat du compte de l'exercice et situation du compte de gestion. Se reporter aux numéros d'arrêtés pris dans les registres cotés 5 K 52 à 92).

- **5 K 44** - Gestion 1824-1828.

- **5 K 45** - Gestion 1829-1831.

- **5 K 46** - Gestion 1833-1838.

- **5 K 47** - Gestion 1839-1842.

- **5 K 48** - Gestion 1843-1847.

- **5 K 49** - Gestion 1848-1854.
- **5 K 50** - Gestion 1855-1860.
 - Registre d'ordre des arrêtés sur les comptes des communes, des établissements de bienfaisance et des syndicats de marais

Présentation Du Contenu :

Il n'y a pas de registres d'arrêtés pour cette période.

- **5 K 51** - Gestion 1877-1892.
 - Arrêtés sur les comptes des communes

- **5 K 52** - Gestion 1824, arrêtés n°1- 74.
- **5 K 53** - Gestion 1824, arrêtés n° 75-148.
- **5 K 54** - Gestion 1824, arrêtés n° 149-221.
- **5 K 55** - Gestion 1824, arrêtés n° 222-297.
- **5 K 56** - Gestion 1825.
- **5 K 57** - Gestion 1826, arrêtés n° 1-151.
- **5 K 58** - Gestion 1826, arrêtés n° 152-298.
- **5 K 59** - Gestion 1827.
- **5 K 60** - Gestion 1828.
- **5 K 61** - Gestion 1829.
- **5 K 62** - Gestion 1830.
- **5 K 63** - Gestion 1831.
- **5 K 64** - Gestion 1832.
- **5 K 65** - Gestion 1833.
- **5 K 66** - Gestion 1834.
- **5 K 67** - Gestion 1835.
- **5 K 68** - Gestion 1836.
- **5 K 69** - Gestion 1837.
- **5 K 70** - Gestion 1838.
- **5 K 71** - Gestion 1839.
- **5 K 72** - Gestion 1840.
- **5 K 73** - Gestion 1841.
- **5 K 74** - Gestion 1842.
- **5 K 75** - Gestion 1843.
- **5 K 76** - Gestion 1844.
- **5 K 77** - Gestion 1845.
- **5 K 78** - Gestion 1846.
- **5 K 79** - Gestion 1847.
- **5 K 80** - Gestion 1848.
- **5 K 81** - Gestion 1849.
- **5 K 82** - Gestion 1850.
- **5 K 83** - Gestion 1851.
- **5 K 84** - Gestion 1852.
- **5 K 85** - Gestion 1853.
- **5 K 86** - Gestion 1854.
- **5 K 87** - Gestion 1855.
- **5 K 88** - Gestion 1856.
- **5 K 89** - Gestion 1857.

- **5 K 90** - Gestion 1858.
- **5 K 91** - Gestion 1859.
- **5 K 92** - Gestion 1860.
- **5 K 93** - Gestion 1861.
- **5 K 94** - Gestion 1862.
- **5 K 95** - Gestion 1863.
- **5 K 96** - Gestion 1864.
- Arrêtés sur les comptes des communes et des bureaux de bienfaisance

- **5 K 97** - Gestion 1864-1865.
- **5 K 98** - Gestion 1865-1866.
- **5 K 99** - Gestion 1867.
- **5 K 100** - Gestion 1868.
- **5 K 101** - Gestion 1869.
- **5 K 102** - Gestion 1870.
- **5 K 103** - Gestion 1871.
- **5 K 104** - Gestion 1872.
- **5 K 105** - Gestion 1873.
- **5 K 106** - Gestion 1874.

- Arrêtés sur les comptes des receveurs des hospices et bureaux de bienfaisance

Présentation Du Contenu :

Les arrêtés sur comptes de gestion de 1834-1836 se trouvent à la fin du 5 K 25 ; ceux de 1836-1837, à la fin du 5 K 26.

- **5 K 107** - Gestion 1838-1840. (Table par commune).
- **5 K 108** - Gestion 1841-1844. (Table par commune).
- **5 K 109** - Gestion 1845-1851. (Table par commune).
- **5 K 110** - Gestion 1851-1857. (Table par commune).
- **5 K 111** - Gestion 1858-1863.
- **5 K 112** - Gestion 1863-1864.

Présentation Du Contenu :

Les arrêtés sur les comptes de gestion de 1865-1874 se trouvent dans les registres 5 K 97-106.

- Arrêtés sur les comptes des syndicats de marais

- **5 K 113** - Gestion 1873-1875.

- **5 K 114-121.** Cessions et échanges de terrains, 1827-1886

- Arrêtés relatifs aux concessions, ventes et échanges de terrains, de propriétés domaniales, départementales et communales

- **5 K 114** - 4 avril 1827-21 mars 1846. (Table thématique). 1827-1846

Présentation Du Contenu :

Ce registre comporte également des arrêtés concernant le culte protestant, les émigrés, la garde nationale, les listes électorales, la police de la pharmacie, le recrutement militaire, les routes stratégiques, les chemins vicinaux de grande communication, les cours d'eau.

- **5 K 115** - 4 avril 1846-30 avril 1849. (Table thématique et alphabétique incomplète). 1846-1849
- **5 K 116** - 30 avril 1849-2 octobre 1861. (Table chronologique). 1849-1861
- **5 K 117** - 2 octobre 1861-13 juillet 1874. (Table chronologique). 1861-1874
 - Arrêtés d'autorisation de ventes, échanges de terrains communaux

Présentation Du Contenu :

Échanges de terrains entre communes et particuliers (terrains délaissés pour des chemins vicinaux ou terrains vagues)

- **5 K 118** - 23 juin 1849-27 septembre 1859. (Table chronologique). 1849-1859
- **5 K 119** - 27 septembre 1859-7 septembre 1867. (Table chronologique). 1859-1867

- **5 K 120** - 7 septembre 1867-16 août 1876. (Table chronologique). 1867-1876
- **5 K 121** - 23 août 1876-1er septembre 1886. (Table chronologique). 1876-1886

- **5 K 122-142.** Contraventions en matière de grande voirie et de police de roulage, 1829-1894

- Registres d'ordre

Présentation Du Contenu :

Enregistrement chronologique des procès-verbaux, la date de verbalisation, le nom et qualité de l'agent rapporteur, le nom du contrevenant et son domicile, la nature de la contravention, les dispositions prises, la date et la décision du conseil de préfecture, le montant de l'amende, la date de l'envoi de l'extrait de la décision au directeur de l'enregistrement, les observations.

- **5 K 122** - 24 novembre 1829-décembre 1835. 1829-1835
- **5 K 123** - Janvier 1836-26 juillet 1841. (Table alphabétique). 1836-1841
- **5 K 124** - 26 juillet 1841-10 juin 1854. (Table alphabétique incomplète, 1846-1849). 1841-1854
- **5 K 125** - 16 mars 1865-4 février 1886. 1865-1886
 - Arrêtés concernant la grande voirie

- **5 K 126** - 14 mars 1840-31 décembre 1842. (Table alphabétique des contrevenants). 1840-1842
- **5 K 127** - 7 janvier 1843-18 janvier 1845. (Table alphabétique des contrevenants). 1843-1845
- **5 K 128** - 22 février 1845-26 septembre 1846. 1845-1846
- **5 K 129** - 26 septembre 1846-21 septembre 1850. 1846-1850
- **5 K 130** - 17 janvier 1852-14 octobre 1854. 1852-1854
- **5 K 131** - 11 novembre 1854-26 janvier 1861. (Table chronologique et alphabétique)

des contrevenants). 1854-1861

- **5 K 132** - 9 février 1861-16 janvier 1863. 1861-1863
- **5 K 133** - 16 octobre 1867-27 décembre 1872. 1867-1872
- **5 K 134** - 5 mars 1873-22 août 1877. 1873-1877
- **5 K 135** - 27 août 1877-10 novembre 1894. 1877-1894

○ Arrêtés concernant la police du roulage

Présentation Du Contenu :

La police du roulage ne concerne que les transports de marchandises, à l'exclusion des transports de voyageurs

- **5 K 137** - 6 novembre 1841-19 mars 1843. 1841-1843
- **5 K 138** - 17 octobre-23 décembre 1843. (Table alphabétique des contrevenants).
- **5 K 139** - 4 janvier 1844-25 octobre 1845. 1844-1845
- **5 K 140** - 25 octobre 1845-26 juin 1847. 1845-1847
- **5 K 141** - 26 juin 1847-2 février 1850. 1847-1850
- **5 K 142** - 2 février 1850-28 novembre 1862. (Table alphabétique des contrevenants, 21 juin 1851-novembre 1862). 1850-1862

Présentation Du Contenu :

Composé de 4 registres.

○ Arrêtés relaxant des particuliers poursuivis pour avoir coupé de l'herbe sur les berges de la Sèvre Niortaise

- **5 K 136** - 27 août-25 octobre 1851. (Table alphabétique).

- 5 K 143-144. Fonctionnement du conseil de préfecture et suivi des procédures

Présentation Du Contenu :

Registre d'enregistrement des demandes des pétitionnaires avec le lieu de résidence, en désaccord avec l'arrêté du conseil de préfecture, décisions et arrêtés pris par le Conseil d'Etat.

- **5 K 143** - Enregistrement des pourvois devant le Conseil d'Etat : demandes des pétitionnaires (avec leur lieu de résidence) en désaccord avec l'arrêté du conseil de préfecture, décisions et arrêtés pris par le Conseil d'Etat. 1861-1874
- **5 K 144** - 12 juin 1817-22 mai 1822. 1817-1822

- 5 K 145-159. Dossiers de procédure, 1836-1924

○ Affaires contentieuses et non contentieuses

- **5 K 145** - Dossiers 1836-1895.

Présentation Du Contenu :

1836. - Poudret de Sevret R. contre Lagneau, entrepreneur de travaux publics aux

Herbiers : demande d'indemnités suite à la construction d'un pont communal sur son terrain, aux Landes-Génusson. - 1840. - Bouillaud Jean et Pineau Henri, contre la commune de Mervent : propriété de terrain (extrait plan cadastral). - 1842. - Le comte Frottier de Bagneux contre Gaborit Aimé : demande de levée d'opposition à la vente d'un terrain, à Saint-Prouant. - 1844. - Divers propriétaires contre Barbier Alexandre, de Sainte-Gemme : passage intercepté dans la commune de Rosnay. - 1850. - La commune de Saint-Florent-des-Bois représentée par M. Basse contre M. Goupilleau, de La Limouzinière : propriété d'un terrain ou passage, à Saint-Florent-des-Bois. - 1861. - Mme veuve Chavonet, de Niort, contre le président du consistoire de l'Église réformée de Pouzauges : paiement d'honoraires dus à feu son mari, architecte. - 1866. - Guinot Joseph contre la commune du Langon : demande de dégrèvement sur la taxe de pâturage. - 1867. - Quelques habitants de Vix contre le Bureau de bienfaisance de cette commune : mise en recouvrement d'une souscription. - 1868. - La commune de Saint-Denis-la-Chevasse contre Bonavre : ouverture pratiquée sur un terrain privé acquis par la commune. - La commune d'Aizenay contre Jaillard Eugène, marquis de La Marronnière : propriété d'une chapelle attenante à l'église paroissiale. - La commune de Belleville contre Reillet Arsène : délimitation et bornage. - Barillon au nom de la commune de Saint-Georges-de-Pointindoux contre Caillé André : dépôt de fumier sur la voie publique. - 1871. - Commune de Pouzauges contre Boismoreau, instituteur : contestation au sujet d'une rente due à l'hospice. - 1874. - Chaigneau, au nom de la commune de l'Île-d'Yeu contre Taraud Ferdinand : possession du puits Pastri et du passage qui y conduit. - 1875. - Lièvre Pierre, au nom de la commune de Vix contre Gauthier Eugène : construction sur un terrain communal. - 1877. - MM. Charles et Marie-Louis de Monts, propriétaires à Triaize, contre l'État : demande de dommages et intérêts suite à la rupture d'une digue à Triaize (1 grand plan extrait cadastral, section H, cabane de La Bouhière). - 1878. - Margotteau contre le syndicat du Grand marais de Triaize : demande en transfert d'impôts. - Fabrique de Saint-Étienne-du-Bois contre Daviau et Guinemand : demande en autorisation de plaider, donation à la cure de biens immeubles par Dlle Jeanne Daviau. - Goguet Augustin, entrepreneur à Maillezais, contre Lucas-Neau : indemnité pour extraction de matériaux au tènement du Nessier, à Sainte-Christine. - 1879. - Commune de Belleville contre Ardouin Pierre et Chabot Mathurin : demande en autorisation de plaider, propriété de terrains. - Commune de l'Île-d'Yeu contre l'État : demande en autorisation de plaider la propriété de 2 parcelles sises au port de la Chapelle. - 1880. - Commune de Belleville contre Gouin Camille, propriétaire, docteur et maire au Poiré-sur-Vie : demande en autorisation de plaider pour obtenir mainlevée d'opposition à la vente de terrains. - Commune de Mervent contre Batiot Pierre : demande en autorisation de plaider pour empiètement sur le terrain de la commune. - Gaborieau R., entrepreneur de travaux publics, contre Bergereau, Merlet et Robin : demande en règlement d'indemnité de carrière à Saint-Denis-du-Payré. - Boiscourbeau, propriétaire à Palluau, contre l'administration : opposition à un arrêté préfectoral taxant les frais des experts. - Commune de Triaize contre Bazin Ferdinand : demande en autorisation de plaider, pacage illicite dans le grand communal. - 1881. - Fumoleau, médecin, contre la commune de Sainte-Cécile : demande d'autorisation de plaider, vente illicite des terrains appartenant à M. Fumoleau. - 1882. - Héritiers de Tessier Louis contre la fabrique de Saint-Vincent-sur-Graon : demande en autorisation de plaider, legs à la fabrique par ledit Louis Tessier. - Commune de La Bernardière contre Roussière René : demande en autorisation de plaider, construction d'une basse-cour sur un terrain communal. - Héritiers Raitig contre les communes de Pétosse et de L'Hermenault : demande en

autorisation de plaider, liquidation du legs Pierre Salomon Raidig en faveur desdites communes. - Commune de Mervent contre Larrignon Louis : demande en autorisation de plaider, empiètement sur un terrain communal. - 1890 - Aubert Pierre, Hibert Henri et Bley Raymond, entrepreneurs de travaux publics à Luçon, contre le Département : demande d'indemnités suite à l'affaire de la ligne du chemin de fer L'Aiguillon-sur-Mer à Sainte-Hermine. - 1895. - Commune du Gué-de-Velluire contre Augereau Pascal : demande en autorisation de plaider, empiètement sur terrain communal.

■ **5 K 146** - Dossiers 1906-1908.

Présentation Du Contenu :

1906. - Dillé Louis, entrepreneur de travaux publics à Saint-Hilaire-de-Mortagne, contre le Département : demande de dommages et intérêts. - Guignard Émile, entrepreneur de travaux publics à La Roche-sur-Yon, contre la fabrique de La Génétouze : demande de paiement. - Boré Michel, entrepreneur de travaux publics aux Sables-d'Olonne, contre la fabrique des Sables-d'Olonne : demande de paiement. - Hervouet Théophile : entrepreneur de travaux publics aux Sables-d'Olonne, contre la fabrique des Sables-d'Olonne : demande de paiement. - La Commission administrative de l'hôpital de Noirmoutier contre Palvadeau, adjoint au maire : demande d'autorisation de plaider. - Corbineau Albert contre le préfet de la Vendée : demande d'annulation d'un arrêté préfectoral. - L'association syndicale des Salines de l'Ouest contre l'hôpital de Noirmoutier : demande d'autorisation de plaider. - Libaudière Joseph, architecte à La Roche-sur-Yon, contre la fabrique de La Génétouze : demande de paiement d'honoraires. - Pradier Antoine, architecte aux Herbiers, contre la fabrique de Saint-Mars-La-Réorthe : demande de paiement d'honoraires. - Vallet, sculpteur à Nantes, contre la fabrique de L'Herbergement : demande de paiement. - Dillé Louis, entrepreneur de travaux publics à Saint-Hilaire-de-Mortagne, contre le préfet de la Vendée : demande d'annulation d'un arrêté préfectoral. - 1907. - Société Aubert et Bley, entrepreneur de travaux publics à Paris, contre le Département : demande d'annulation d'un arrêté préfectoral concernant l'exploitation de la ligne de tramway Challans-Fromentine. - Martineau Henri et consorts, contre le Syndicat des marais du Petit Poitou : protestation contre les élections du 9 juillet 1906. - Négrier Paul, entrepreneur de plâtrerie à La Roche-sur-Yon, contre la fabrique de Talmont : demande de paiement. - Guignard Émile, entrepreneur de travaux publics à La Roche-sur-Yon, contre la fabrique de La Boissière-des-Landes : demande de paiement. - 1908. - Martineau Henri et consorts contre le Syndicat des marais du Petit Poitou : protestation contre les élections du 9 juillet 1906. - Joubert, Gautier et consorts, membres de l'ancienne fabrique de Notre-Dame-de-Riez, contre l'administration des Domaines : demande en reconnaissance et remboursement des créances. - Aubert, administrateur délégué de la Compagnie du tramway Challans-Fromentine, contre l'administration des Postes et Télégraphes : contestation concernant le service de la Poste. - Fré André, entrepreneur de travaux publics à Fontenay-le-Comte, contre l'administration des Domaines, la commune de L'Orbrie et Charrier Charles, architecte aux Sables-d'Olonne : demande de paiement des travaux de reconstruction de l'église de L'Orbrie. - La commune de Maillezais contre le préfet de la Vendée : demande d'annulation de l'arrêté préfectoral du 11 juin 1907. - Maubailarcq Henri, directeur du syndicat des marais de Mouillepieds, contre Favreau Auguste, fermier à Marans : demande de dommages et intérêts. - La commune de Saint-Vincent-sur-Graon : protestation contre l'élection municipale complémentaire du 5 mai 1907. - Martineau

Henri, de Chaillé-les-Marais, contre le Syndicat des marais du Petit Poitou : refus de payer un impôt et contestation d'une élection du bureau du syndicat. - Rangeard, David et Tapon contre le syndicat des lais de mer de Malakoff, à Saint-Michel-en-l'Herm : protestation contre les opérations électorales du 26 mai 1907. - Gautier Eugène, entrepreneur de travaux publics à Clisson, contre la fabrique de L'Herbergement : demande de paiement de travaux. - Gautier Eugène, entrepreneur de travaux publics à Clisson, contre la fabrique de Saint-Gervais : demande de paiement de travaux. - Gautier Eugène, entrepreneur de travaux publics à Clisson, contre la fabrique du Château-d'Olonne : demande de paiement de travaux. - Gautier Eugène, entrepreneur de travaux publics à Clisson, contre la fabrique de Bazoges-en-Paillers : demande de paiement de travaux. - Gautier Eugène, entrepreneur de travaux publics à Clisson, contre la fabrique de Saint-André-Treize-Voies : demande de paiement de travaux. - Richer Auguste, entrepreneur de travaux publics à Redon, contre la fabrique de Challans : demande de paiement de travaux.

■ **5 K 147** - Dossiers 1909.

Présentation Du Contenu :

- Maître Eugène, maçon, contre la commune de Saint-Valérien : demande de paiement de travaux. - Salmon Félix, entrepreneur de travaux publics à Paris, contre l'État et l'administration des Ponts et Chaussées : demande de paiement de frais, de restitution de matériel, et de dommages et intérêts. - Hénault Jules-Florent, de Mouilleron-en-Pareds, contre le bureau de bienfaisance de la commune de Bourneau : demande de restitution d'une donation pour inexécution des clauses de la donation. - La commune de Château-Guibert contre Jauffroy Alexandre, entrepreneur à Mareuil-sur-Lay et Morteau Ferdinand, architecte : demande de dommages et intérêts (plan murs de clôture et grille du cimetière). - Lemut et Debec, entrepreneurs de travaux publics à Nantes, contre le syndicat des marais de Moricq : demande de paiement des travaux et indemnités pour travaux de défense de la dune de la Belle-Henriette. - Vallet, sculpteur à Nantes, contre la fabrique d'Évrunes : demande de paiement des travaux. - Garnier Jean Joseph, ancien capitaine au long cours à l'Île-d'Yeu, contre la commune de L'Île-d'Yeu et Veuve Olivier Georges : demande d'expertise et de dommages et intérêts au sujet de la concession d'un passage longeant sa maison (plan sur calque). - Laganry Pitre et Libaudière Émile, architectes à Nantes, contre la fabrique de L'Herbergement : demande de paiement d'honoraires. - Laganry Pitre et Libaudière Émile, architectes à Nantes, contre l'administration de l'Enregistrement : demande de paiement d'honoraires. - Libaudière Joseph, architecte à La Roche-sur-Yon, contre la fabrique de Talmont : demande de paiement d'honoraires. - Libaudière Joseph, architecte à La Roche-sur-Yon, contre la fabrique des Sables-d'Olonne : demande de paiement d'honoraires. - Libaudière Joseph, architecte à La Roche-sur-Yon, contre la fabrique de La Mothe-Achard : demande de paiement d'honoraires. - Négrier Paul, entrepreneur de travaux publics à La Roche-sur-Yon, contre la commune de La Roche-sur-Yon : demande de paiement de travaux. - La commune de Pissotte contre Raturier Pierre et Legeron Louis, exploitants de forêts : demande de subvention pour dégradation du chemin vicinal ordinaire n° 1. - Duret G., vicaire à Olonne, contre le président de la Commission administrative du bureau de bienfaisance d'Olonne : opposition au paiement d'une somme pour droit des pauvres. - Consorts Rabjeau contre l'administration des domaines : demande d'admission au passif d'une créance de l'ancienne fabrique de

Saint-Laurent-sur-Sèvre. - Richer Auguste, entrepreneur de travaux publics à Redon, contre l'administration des Domaines et séquestre des biens de l'ancienne fabrique de Croix-de-Vie : demande de paiement des travaux. - Liberge, architecte à Nantes, contre l'administration des Domaines et de l'Enregistrement : demande de paiement des travaux. - Vallet, sculpteur à Nantes, contre la fabrique de Challans : demande de paiement des travaux et fournitures. - Vallet, sculpteur à Nantes, contre la fabrique des Lucs-sur-Boulogne : demande de paiement des travaux et fournitures. - Bougouin François, architecte à Nantes, contre la fabrique de Challans : demande de paiement d'honoraires. - Goichon Camille, charpentier à Talmont, contre la fabrique de Talmont : demande de paiement de travaux.

■ **5 K 148** - Dossiers 1910.

Présentation Du Contenu :

- de Grancourt Charles, propriétaire à Saint-Fulgent, contre Papin Jean, entrepreneur de travaux publics à Cholet : demande de nomination d'experts pour règlement d'indemnités suite à une occupation temporaire de terrains pour extraction de matériaux. - La commune de Champ-Saint-Père contre Drapeau Constant, entrepreneur de travaux publics à Champ-Saint-Père : demande de modification de l'installation du pont-bascule ou de mise en état de la place publique. - Chaigneau Louise et consorts contre la commune des Sables-d'Olonne : demande de dommages et intérêts pour insalubrité du ruisseau et de l'égout de la Maisonnette (voir aussi 4 K 151) (extrait plan cadastral Chenal de la Maisonnette, 1900). - Loquet Georges, architecte du Département, contre la commune de Girouard : demande de paiement d'honoraires. - Durand Prudent, propriétaire à Sainte-Cécile, contre Marambaud Léonard, entrepreneur à Bournezeau et l'administration des chemins de fer : demande d'indemnité pour extraction de matériaux. - Lucas Ernest Neau, cultivateur, contre la commune du Mazeau : demande d'attribution d'une tâche dans le marais communal. - Laganry Pitre et Libaudière Émile, architectes à Nantes, contre l'administration de l'Enregistrement : demande de paiement de frais et honoraires. - Douteau Jules, maire de Chantonay, contre Soupey Etienne, concessionnaire de l'éclairage électrique à Chantonay : demande de constat d'urgence au sujet de l'éclairage public. - Veuve Louis Villeneuve, de Nantes, contre le syndicat des marais de Bouin : demande de dégrèvement de taxe. - Bujard et Phélipon, minotiers à Fontenay-le-Comte, contre la commune de Fontenay-le-Comte : demande de constat d'urgence au sujet des travaux de réfection du Pont des Sardines. - La commune de Fontenay-le-Comte contre Bujard et Phélipon : demande d'expertise. - Baron Alfred, propriétaire, contre les chemins de fer de l'État : demande d'expertise et de dommages et intérêts. - Jourdain Jacques, propriétaire à Noirmoutier, contre la commune de Noirmoutier : demande de dommages et intérêts suite à des dégâts dans son jardin dus à l'obturation d'égout. - Maupetit contre l'Administration des domaines, séquestre des biens de l'ancienne fabrique de Talmont : réception des travaux de l'église en 1904 (copie).

■ **5 K 149** - Dossiers 1911.

Présentation Du Contenu :

- Mornet E., entrepreneur de travaux publics à L'Aiguillon-sur-Vie, contre la commune de Croix-de-Vie : demande de constat d'urgence suite à des travaux de démolition. - Clémenceau Émile de L'Aiguillon-sur-Mer et Ramigeard Bénoni de La Rochelle,

armateurs, contre le préfet de la Vendée et Paris, entrepreneur de travaux publics à Nantes : demande de dommages et intérêts. - L'association ouvrière du bâtiment de La Roche-sur-Yon contre la commune de Mouchamps : demande en réception définitive de travaux et en paiement de solde. - Benet François, propriétaire à Maillé, contre le Syndicat des marais mouillés de la Vendée : demande de dégrèvement de taxe syndicale. - Soupey Étienne, concessionnaire de l'éclairage électrique, contre la commune de Chantonay : demande de paiement d'indemnités et de frais de réparation du matériel électrique. - Coirier Jean, propriétaire à L'Hermenault, contre la commune de L'Hermenault : demande d'annulation d'un arrêté municipal du 8 déc. 1910. - Mornet E., entrepreneur de travaux publics à L'Aiguillon-sur-Vie, contre la commune de Croix-de-Vie : demande en autorisation d'employer certains matériaux et en dommages-intérêts.

■ **5 K 150** - Dossiers 1912.

Présentation Du Contenu :

- Maupetit-Pouclet, entrepreneurs de travaux publics à Bressuire, contre l'administration des Domaines : demande de paiement des travaux de reconstruction de l'église de Sainte-Cécile. - Guillet Fenelly, entrepreneur de travaux publics à La Roche-sur-Yon, contre le Département de la Vendée : demande d'indemnités pour la reconstruction des ponts de Garraud et de Lavaud sur le Jaunay. - Pelletier Jean et Girard Marie, son épouse, Veuve Girard, contre le maire de Petosse : demande de dommages et intérêts et d'un terrain autour d'une concession. - De Beaumont Jane, de Sainte-Foy, contre la commune de Sainte-Foy : réclamation concernant la souscription pour la construction d'un chemin vicinal n° 5. - Bonnaud Ludovic, tailleur au Mazeau, contre la commune du Mazeau : demande d'attribution d'une tâche du marais communal. - La commune de Saint-Hilaire-de-Mortagne contre Ballereau Léon, architecte à Luçon et Boudeau Auguste, entrepreneur de travaux publics à Cholet : demande en rectification de malfaçons à l'église et en dommages-intérêts.

■ **5 K 151** - Dossiers 1913.

Présentation Du Contenu :

- Chaigneau Louise, des Sables-d'Olonne et les époux Chiron-Chaigneau, de Poitiers, propriétaires aux Sables-d'Olonne, contre la commune des Sables-d'Olonne : demande de dommages et intérêts (10 photos de l'inondation du 8 mars 1908 aux Sables-d'Olonne numérisées, chenal de la Maissonnette, 3 extraits de plans sur calque) - Friedérich Marie Amélie veuve Phelipon, propriétaire à Luçon, contre l'État : demande de dommages et intérêts suite à la rupture d'une vanne "aux Loires" à Olonne. - Roudier A., entrepreneur de travaux publics à Bergerac, contre l'État : demande d'indemnités pour travaux concernant le bassin à flot des Sables-d'Olonne. - Le Département de la Vendée contre la compagnie du tramway à vapeur Challans-Fromentine : demande d'expertise pour constater l'état d'entretien de la ligne. - De Grandcourt Charles contre Rigaud, entrepreneur de travaux publics : demande de paiement de matériaux. - La commune de La Roche-sur-Yon : demande de constat d'urgence pour l'établissement d'un service d'eau potable (2 dossiers : sept. et oct.). - L'administration des chemins de fer de l'État contre Delaunay Auguste, propriétaire à Saint-André-d'Ornay : demande d'expertise d'occupation temporaire de terrains.

■ **5 K 152** - Dossiers 1914.

Présentation Du Contenu :

- Logé Louis, de Luçon, contre la société des marais de Saint-Michel-en-l'Herm, Grues, Saint-Denis-du-Payré et de L'Aiguillon-sur-Mer : demande en annulation de la délibération du 14 mai 1914. - Guicheteau Aimé, entrepreneur de travaux publics aux Essarts, contre le Département de la Vendée : demande de paiement de matériaux. - Chabot Auguste et Chabot Adélaïde épouse Lépinet, gérante du restaurant de Normandie et du Café Français, sis quai de la Poissonnerie aux Sables-d'Olonne, contre Privat Léopold, entrepreneur de travaux publics à La Rochelle : demande de dommages et intérêts pour nuisances (plan sur calque, 2 photos numérisées (vues 4-5), 1 plan des lieux litigieux) - Audureau Joseph, conseiller municipal, contre le maire de Chauché : demande d'annulation de la délibération du conseil municipal du 22 février 1914 et demande de dommages et intérêts au maire. - Défontaine Jean contre le maire de Chauché : demande d'annulation de la délibération du conseil municipal du 29 janv. 1911. - Loquet Georges, architecte à La Roche-sur-Yon, contre la commune de La Boissière-des-Landes : demande de paiement d'honoraires pour l'agrandissement de l'école de garçons (4 plans sur calque, dont 3 numérisés, vues 2-4) - Mlle Chaillou Aurore et consorts, propriétaires, contre Artus Jean-Marie et consorts : demande d'indemnités pour extraction de sable et empiètement sur les rives de la rivière "la Vie". - Grelet Athur, entrepreneur de travaux publics aux Lucs-sur-Boulogne, contre Moreau Benjamin, de Saint-Philbert-de-Bouaine : offre d'indemnité pour occupation temporaire de terrains. - Compagnie générale de l'Ozone contre la commune des Sables-d'Olonne : demande de réception définitive de travaux et règlement de comptes.

■ **5 K 153** - Dossiers 1915-1920.

Présentation Du Contenu :

1915. - Sairé Auguste, entrepreneur de travaux publics à Fontenay-le-Comte, contre la commune de Chavagnes-en-Paillers : demande de paiement des travaux de l'église. - 1916. - La Compagnie provinciale des Eaux, du Gaz et de l'Électricité contre la commune des Sables-d'Olonne : demande d'indemnité ou relèvement du prix du gaz. - La Compagnie provinciale des Eaux, du Gaz et de l'Électricité contre la commune de Croix-de-Vie : demande d'indemnité ou relèvement du prix du gaz. - 1917. - Guillon Léon, minotier, contre M. Caquineau Victor, propriétaire, tous deux à la Porte de l'île de Saint-Pierre-le-Vieux : demande à se substituer à la commune de Saint-Pierre-le-Vieux dans une action en justice au sujet de l'abattage d'arbres plantés en bordure d'un chemin vicinal. - L'asile d'aliénés de La Roche-sur-Yon contre Lucas-Gréaud Constant, négociant à La Roche-sur-Yon : demande d'indemnités pour non-fourniture de pommes de terre en 1917. - 1919. - Troussier Louis, propriétaire, contre la Société des marais des étiers de Noirmoutier : demande de dégrèvement d'impôts. - Le maire de Montaigu contre consorts Girou, concessionnaire de la Compagnie urbaine d'éclairage par le gaz acétylène : demande de résiliation des contrats de concession. - Rouzeau Emmanuel, maître d'hôtel à Luçon, contre la commune de Luçon : demande de dommages-intérêts. - 1920. - Charpentier et consorts, propriétaires, contre la commune de La Taillée : demande d'annulation de la délibération du conseil municipal du 19 janv. 1919. - Le préfet de la Vendée contre la commune de Palluau : gestion occulte du maire de Palluau (enveloppe avec sceau de cire rouge). - Le maire de La Châtaigneraie contre Chauvin frères, constructeurs

acétylénistes à Bressuire : demande de résiliation du traité d'éclairage et dommages-intérêts. - Le maire d'Angles contre Gandouin, entrepreneur de travaux publics à Angles : demande d'exécution de réparations dans la maison d'habitation de l'école des filles.

■ **5 K 154** - Dossiers 1921.

Présentation Du Contenu :

- La commune de La Roche-sur-Yon contre la Compagnie d'éclairage et de chauffage par le gaz : demande d'indemnités pour interruption du service du gaz. - Jamin Baptiste, propriétaire, contre le syndicat du Perray : demande de dégrèvement d'une taxe. - Gourdan Paul, entrepreneur de travaux publics à La Rochelle, contre la commune de La Châtaigneraie : demande de paiement des travaux de construction de l'hôpital-hospice. - La commune de L'Aiguillon-sur-Mer contre Derènes Ferdinand, sculpteur à Luçon et adjudicataire : demande d'indemnités pour achever le monument aux morts de la guerre 1914-1918 (2 plans d'architecte numérisés, devis estimatif du monument). - Chessebœuf, propriétaires, contre la Société des marais desséchés de Vix : demande de dommages-intérêts (2 plans sur calque). - Trassard René, concessionnaire des droits de place, contre la commune de Moutiers-les-Mauxfaits : interprétation de contrat de concession et de bail. - Trottier Louis, notaire à Chemillé, contre le préfet de la Vendée : demande de dommages-intérêts suite à un accident de voiture occasionné par une mauvaise signalisation (plan sur calque). - Le préfet de la Vendée au nom du Département contre la Compagnie d'éclairage et de chauffage par le gaz : demande de détermination du caractère juridique de l'asile Départemental. - Guilbaud Jules, entrepreneur de travaux publics aux Sables-d'Olonne, contre la commune des Sables-d'Olonne : demandes de résiliation du traité passé pour la répurcation (nettoisement des voies publiques et enlèvement des ordures) et de dommages-intérêts. - Mlle Meunier, propriétaire à L'Ile-d'Olonne, contre l'administration des contributions indirectes de Vendée : demande d'annulation de l'avertissement avant contrainte de l'impôt sur le chiffre d'affaires. - Fouasson Angélique, propriétaire et saunière à Noirmoutier, contre l'administration des contributions indirectes de la Vendée : demande de restitution d'une somme indûment perçue au titre de l'impôt sur le chiffre d'affaires.

■ **5 K 155** - Dossiers 1922.

Présentation Du Contenu :

- Consorts Paillat, Renaudin, propriétaires, contre l'État : demande de dommages-intérêts pour dommages sur leur propriété au Bellevue à La Tranche-sur-Mer, résultant de travaux de défense du littoral (plans comparatifs des lieux en 1914 et 1921, rapports d'experts et d'ingénieur). - Dugast et Verger, entrepreneurs du service de répurcation de la commune de La Roche-sur-Yon, contre la commune de La Roche-sur-Yon : demande de résiliation de contrat ou relèvement de l'indemnité. - Derènes-Bailhache Ferdinand, sculpteur à Luçon, contre la commune de L'Aiguillon-sur-Mer : demande d'opposition à l'arrêté du conseil de préfecture du 30 juin 1922, concernant la construction du monument aux morts (affiche, devis estimatif du monument aux morts, cf. 5 K 154). - L'administration des contributions indirectes de la Vendée contre Alzieu Renée, directrice du casino des Pins aux Sables-d'Olonne : paiement de la taxe sur le chiffre d'affaires. - Bertrand-Grosger François, négociant à La Roche-sur-Yon, au nom de la commune de La

Roche-sur-Yon, contre la Compagnie d'éclairage et de chauffage par le gaz : demande d'annulation de convention. - Crochet Pierre, cultivateur : demande en autorisation de poursuites aux lieux et place de la commune de Saint-Hilaire-de-Riez contre l'instituteur de l'école de la Fradinière. - De Sambœuf, propriétaire de marais salants à Noirmoutier, contre l'administration des contributions indirectes de la Vendée : demande de remboursement d'une somme perçue au titre de l'impôt sur le chiffre d'affaires. - La Société Départementale d'usines à gaz Charles Georgi et Cie contre la commune de Fontenay-le-Comte : demande d'indemnités et intérêts. - Denis Armand, notaire à Montaigu, contre l'administration des contributions directes : opposition à un commandement notifié le 23 oct. 1922. - Hordronneau Henri, saunier et viticulteur à Olonne, contre l'administration des contributions indirectes : demande de restitution d'une somme perçue indûment au titre de l'impôt sur le chiffre d'affaires.

■ **5 K 156** - Dossiers 1923.

Présentation Du Contenu :

- Denizeau Alexandre, ingénieur des travaux publics à Niort, contre le Syndicat des marais mouillés de Vendée aux vallées de la Sèvre et des Autises : demande de paiement d'honoraires. - Grimaud Lucien, entrepreneur de travaux publics à Oulmes, contre l'administration des Ponts et Chaussées : demande d'indemnités à titre de dommages-intérêts. - Le Département de la Vendée contre la Compagnie du tramway à vapeur Challans-Fromentine : demande en livraison d'animaux et véhicules revenant au Département à la suite du rachat, et en dommages-intérêts. - La commune des Sables-d'Olonne contre Élie Antonin, entrepreneur de peintures aux Sables-d'Olonne : demande de rectification de malfaçons au marché couvert et d'indemnités. - Audubon Théodore, propriétaires du Grand Casino aux Sables-d'Olonne, contre l'administration des contributions indirectes de la Vendée : demande d'annulation d'une contrainte de paiement. - La commune des Herbiers : gestion occulte du lieutenant commandant la Compagnie des sapeurs-pompiers.

■ **5 K 157** - Dossiers 1924.

Présentation Du Contenu :

- La Compagnie Nouvelle d'éclairage et de chauffage par le gaz contre la commune de La Roche-sur-Yon : demande d'indemnités ou de relèvement du prix du gaz. - Lebœuf Pierre, couvreur-zingueur à La Roche-sur-Yon, contre la commune des Clouzeaux : demande de paiement des travaux de l'église. - Bissier Paul et Bégulé Benjamine, propriétaires, contre la Syndicat des marais de La Bretonnière : demande de dégrèvement d'une taxe syndicale. - Guilloton Alexis, commerçant, contre la commune de Saint-Avaugourd-des-Landes : demande de dommages-intérêts et de remise en état de viabilité d'un chemin de grande communication. - Praud Arsène, négociant en grains et engrais à La Garnache, contre l'administration des contributions indirectes de la Vendée : opposition à l'exécution d'une contrainte pour impôts sur le chiffre d'affaires. - Merlaud et Coulais, vétérinaires-sanitaires à La Roche-sur-Yon, contre la commune de La Boissière-des-Landes : demande de paiement d'honoraires. - Lamarque G., vétérinaire au dépôt de remonte de Fontenay-le-Comte, contre la commune de Fontenay-le-Comte : demande de décharge de contribution au service d'eau. - Alligné Auguste, employé de commerce, contre la commune de Fontenay-le-Comte : demande de dégrèvement de la taxe communale sur les constructions neuves. - L'Hoest [Eugène], statuaire à Paris, contre

la commune de Fontenay-le-Comte : demande d'indemnités suite à l'annulation d'un concours ouvert pour érection du monument aux morts. - La ligue des baigneurs des Sables-d'Olonne contre le maire des Sables-d'Olonne : demande de remboursement d'une taxe de séjour (liste nominative des 365 signataires). - Vve Dugast négociant aux Essarts, Vve Ratouit à La Merlatière, Girard Auguste, négociant aux Essarts, et Guilbaud, commerçant en grains à L'Herbergement, contre l'administration des contributions indirectes de la Vendée : demande de sursis au paiement d'une amende concernant le chiffre d'affaires pour achat de blé (4 dossiers).

○ Contraventions de grande voirie et de flottage

■ **5 K 158** - Dossiers 1910-1920.

Présentation Du Contenu :

1910. - Gautier Louis, marchand de poissons : installation d'un barrage et de filets au pont du Dain à Beauvoir-sur-Mer. - Marcellin Albert, marin à La Rochelle : injonction d'enlever une épave échouée devant le canal de Luçon. - Pontoizeau Charles, roulier à Noirmoutier : extraction de gravier sans autorisation. - You Gustave, berger à Sainte-Radégonde-des-Noyers : pacage de moutons sur les accotements d'une route nationale. - Héritiers Chailloux : occupation temporaire sans autorisation du domaine public du port des Sables-d'Olonne. - 1911. - Falloux Félix, propriétaire à La Roche-sur-Yon : entrée de cave en saillie sur un alignement. - Chacun Pierre, berger au Langon : pacage de moutons sur les accotements d'une route nationale à Petosse. - Gadé Louise vve Limouzin, ménagère à Nalliers : pacage de moutons sur les accotements d'une route nationale. - 1912. - Dupont A., industriel à La Chaume et à Marans : dépôt de houille sur le quai du port des Sables-d'Olonne. - Thomazeau Alexandre, patron pêcheur sur le "Lys" : échouage de sa barque en face des écluses de La Chaume aux Sables-d'Olonne. - Penanros Cadet et Cie, industriel : dépôt de déchets huileux provenant de son usine à conserve à La Chaume aux Sables-d'Olonne. - Thiroit P. et Cie, industriel : dépôt de fer blanc huileux à La Chaume aux Sables-d'Olonne. - Lampérier, directeur de la Société anonyme des transports automobiles à Pouzauges : stationnement pendant plus de 20 jours d'un camion sur l'accotement d'une route nationale. - Famille Rosier : extraction de graviers sans autorisation à La Chaume, aux Sables-d'Olonne. - 1913. - Matt Ignace, propriétaire aux Sables-d'Olonne : non-respect d'un arrêté préfectoral du 12 juill. 1910 lui prescrivant de démolir des constructions édifiées par lui. - Ropart Marins, armateur : échouage de son canot sur la cale du commerce du port des Sables-d'Olonne. - Vilneau Pierre, patron pêcheur : échouage de son canot sur la cale du commerce du port des Sables-d'Olonne. - Jezequel Jean, armateur : échouage de son canot sur la cale du commerce du port des Sables-d'Olonne. - Chevalier Auguste, armateur : échouage de son canot sur la cale du commerce du port des Sables-d'Olonne. - Guignardeau Fidèle, armateur : échouage de son canot sur la cale du commerce du port des Sables-d'Olonne. - Viaud Oscar, armateur : échouage de son canot sur la cale du commerce du port des Sables-d'Olonne. - Bruneleau Denis, armateur : échouage de son canot sur la cale du commerce du port des Sables-d'Olonne. - Joneau Noël, armateur : échouage de son canot sur la cale du commerce du port des Sables-d'Olonne. - Palvadeau Jean-Louis, armateur : abandon de son bateau dans le port de Noirmoutier. - Phelippeau Pierre : extraction sans autorisation de gravier à La Chaume, aux Sables-d'Olonne. - Héritiers Chailloux, anciens concessionnaires de terrains dépendant du domaine public maritime sur le

port des Sables-d'Olonne : non-respect d'un arrêté préfectoral du 28 avril 1913 prescrivant de rétablir l'état primitif des lieux. - Beaupuy, anciens concessionnaires de terrains dépendant du domaine public maritime sur le port des Sables-d'Olonne : non-respect d'un arrêté préfectoral du 28 avril 1913 prescrivant de rétablir l'état primitif des lieux. - Landry Gilbert, aviateur militaire : occupation du domaine public maritime aux Sables-d'Olonne. - Boizard Léon, de La Chaume : prise de galets sans autorisation aux Sables-d'Olonne. - 1914. - Clochard Joseph, à Vouvant : pacage de bétail sur les accotements d'une route nationale. - Loewenhard, docteur à Mouilleron-en-Pareds : avaries causées à une barrière de passage à niveau. - Pétraud Léopold, marchand de bois à La Châtaigneraie : dépôt de pieds d'arbres sur les accotements d'une route nationale. - 1915. - Bonnin Louis dit François : dégradation du feu des Ileaux à Noirmoutier (l'avant-port). - 1916. - Gaborit Félix, berger à Nalliers : pacage de moutons sur les accotements d'une route nationale. - 1919. - Bard François, entrepreneur de travaux publics à Bourneau : dépôts de bois sur les accotements d'une route nationale. - 1920. - Lespinasse Gustave, marchand de bois à La Chaize-le-Vicomte : dépôt d'arbres en grume sur l'accotement d'une route nationale. - Berthaud Jean, marchand de bois aux Lucs-sur-Boulogne : dépôt d'arbres en grume sur l'accotement d'une route nationale. - Rauturier Arthur, négociant en bois à Bourneau : dépôt d'arbres en grume sur l'accotement d'une route nationale. - Raymond Aimé, cultivateur à L'Epine : extraction sans autorisation de matériaux à Noirmoutier. - Poyvre Philippe, berger à Nalliers : pacage de moutons sur les accotements d'une route nationale. - La société "l'Électrique de Vendée" à Fontenay-le-Comte : installation de poteaux sans autorisation (3 dossiers). - Boissinot Ernest, entrepreneur de travaux publics à La Châtaigneraie : dépôt de matériaux sur les accotements d'une route nationale. - Carreau Ernest, directeur de cinéma Pathé-Palace à Fontenay-le-Comte : installation d'une lampe électrique dans une avenue. - Durand Fernand, tailleur de pierres à La Roche-sur-Yon : dépôt de pierre de taille sur les accotements d'une route nationale. - Dupuy frères, constructeurs mécaniciens à Paris : maintien sans autorisation d'un magasin en maçonnerie aux Sables-d'Olonne. - Rauturier Pierre, marchand de bois à Bourneau : dépôt de pièces de bois sur les accotements d'une route nationale.

■ **5 K 159** - Dossiers 1921-1924.

Présentation Du Contenu :

1921. - Renaud Pierre, fermier : pose de 2 barrières en travers d'une digue à Beauvoir-sur-Mer. - Brin Désiré, mécanicien à Saint-Denis ; Butaud Raymond, tourneur à Nantes, Gesse Clarisse, sans profession, aux Sables-d'Olonne ; Brin Jeanne, journalière aux Sables-d'Olonne : installation de 9 tentes de bains de mer sur la plage des Sables-d'Olonne sans autorisation (4 dossiers). - Izembert Albin, domestique à Petosse : pacage de bétail sur les accotements d'une route nationale. - Guilbot Eugène, chauffeur à Coulonges-sur-l'Autize : avaries causées aux barrières d'un passage à niveau. - Fagot Albert, berger à Nalliers : pacage de moutons sur les accotements d'une route nationale. - Grignon Marcel, berger à Pissotte : pacage de moutons sur les accotements d'une route nationale. - Arbreteau Louis, domestique à Sainte-Gemme-la-Plaine : pacage de moutons sur les accotements d'une route nationale. - Peltier E., huissier à La Roche-sur-Yon : dépôt sans autorisation de moellons sur les accotements. - Bernardeau François, berger au Langon : pacage de moutons sur les accotements d'une route nationale. - Poivre Philippe, berger à Nalliers : pacage de moutons sur les accotements d'une route nationale. - Raballand

Pierre, cultivateur : pose de barrières en travers d'une digue à Beauvoir-sur-Mer. - Milcent Hyacinthe, fermier à La Barre-de-Monts : pose de barrières en travers d'une digue à Beauvoir-sur-Mer. - 1922. - Chauveau Alfred, marchand de bestiaux à Benet : avaries causées par un bœuf. - Moreau Pierre, roulier à L'Herbergement : non-respect du gabarit des véhicules. - Valin Eugène, armateur à Fécamp : dépôt de lest sur le quai de Noirmoutier. - Brochet Alphonse, commissionnaire à Rosnay : avaries causées à une barrière de passage à niveaux. - Pentecote, marin à l'île de Ré : refus de nettoyer l'estacade n°1 du port de L'Aiguillon-sur-Mer. - Gautier Gustave, armateur à Nantes : bris de la colonne d'un bec de gaz du port des Sables-d'Olonne. - Chevannes et Merceron, Gauguet Eugène, Chevrier Paul, Cussonneau Eugène, entrepreneurs de transports à Nantes : dégâts causés dans le passage du Gois (4 dossiers). - 1923. - Albaret, scaphandrier et entrepreneur de démolition de navires à Brest : dépôt de débris de fer à Port Joinville (Ile-d'Yeu). - Ménard Emile, maître couvreur aux Sables-d'Olonne : non-établissement de descente d'eau dans sa maison. - Orsonneau Jules, patron d'un bateau thonier : stationnement prolongé à quai de son bateau au port de l'Ile-d'Yeu. - Breurec François, armateur à Port-Louis : enlèvement d'un bateau coulé dans le port des Sables-d'Olonne. - 1924. - Baud François, négociant à Bouin : établissement de marches sur le sol d'un chemin de grande communication (extrait de plan de la traverse de Bouin, ligne tramway Bourgneuf-Beauvoir). - Brossard Désiré, éleveur à Luçon : pacage de moutons sur la digue et les abords du canal de Luçon.